

rendu sa dignité humaine plutôt que le condamner à figurer parmi les statistiques de l'assistance sociale.

Permettez-moi d'ajouter que je ne souscris pas à la théorie de mon honorable ami du Ralliement des Créditistes, pour qui la solution est simple: adopter les lois voulues, tripatouiller les comptes, imprimer de la monnaie, etc., et le tour est joué. Je ne crois pas que ce soit la solution. Je soutiens plutôt que nous devons produire tous les biens et services possibles, puis distribuer et redistribuer ces biens et ces services, après avoir fixé, comme première priorité, l'établissement d'un revenu minimum garanti pour tous les Canadiens. S'il s'agit de détruire le mythe d'une élite salariée, je suis pleinement d'accord. S'il s'agit d'abandonner la vieille théorie selon laquelle si vous avez beaucoup de gens riches, cette richesse finira par suinter jusqu'aux niveaux inférieurs, je suis pleinement d'accord.

Je sais que mes déclarations seront impopulaires, mais je déplore la tendance actuelle, qui est de surpayer les représentants du peuple pour qu'ils s'acquittent mieux de leur tâche.

L'hon. M. Lambert: Ils n'ont pas tous votre irresponsabilité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je savais que cela provoquerait certaines remarques. Mais il faut que quelqu'un en parle le premier et qui peut mieux le faire que les parlementaires, représentants élus du peuple. Plus nous nous efforcerons de résoudre le problème de la pauvreté en accordant des traitements élevés au sommet, plus nous creuserons le fossé, et plus notre société sera injuste. Si l'aide aux pauvres implique des impôts, un coup porté à la notion de classe privilégiée en matière de salaires et de traitements, j'en suis. Ce sera coûteux, d'accord, mais ce ne serait sans doute pas payer trop cher le salut de notre société et de notre civilisation.

Le Conseil économique du Canada a estimé que nous risquons une catastrophe à moins de résoudre le problème de la pauvreté. Parlant de ce qu'il adviendrait au monde au cas où nous n'arriverions pas à résoudre ce problème, Maurice Strong a prévu que toute vie civilisée pourrait disparaître de notre planète vers la fin du siècle et que ce n'est pas une vague menace qu'un nouvel âge des ténèbres, mais une perspective tout à fait plausible.

Je vois que 20 minutes, c'est peu, monsieur l'Orateur; j'espère néanmoins avoir exprimé ma pensée. Je ne vais pas m'engager dans une discussion sur le Crédit social, mais j'estime

que ceux qui disent que le Crédit social est une absurdité, feraient mieux de nous prouver que ce qu'ils nous proposent n'est pas tout aussi absurde ou davantage. À mon sens, ce qui importe vraiment à l'époque que nous vivons, c'est de combler le fossé de plus en plus profond qui sépare les riches des pauvres. Ce n'est pas en recourant à des procédés obliques qu'on y parviendra, mais en établissant un niveau de vie garanti pour tous les Canadiens, hommes, femmes et enfants, niveau qu'il faut rattacher en priorité à notre appareil de production.

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, c'est toujours un honneur de parler après l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), d'abord parce que nos circonscriptions respectives sont voisines, et ensuite parce qu'à mon avis, c'est un homme dont un député jeune ou novice peut apprendre beaucoup.

M. Rondeau: Avez-vous appris quelque chose?

M. Osler: J'espère ne jamais cesser d'apprendre. Je n'entends pas critiquer l'esprit de la motion présentée par le député du Ralliement des Créditistes. Je suis sûr que l'intention en est bonne, mais j'en saisis mal le sens et les solutions proposées.

Cela dit, je reconnais que notre système monétaire pose des problèmes et que la sagesse traditionnelle semble ici assez impuissante. Donc, même si les solutions de mon honorable collègue me paraissent obscures, je pense que nous devrions l'écouter.

Le député de Winnipeg-Nord-Centre a parlé des gens dans les affaires. Moi aussi, je vais parler des gens qui ne peuvent être logés et nourris que s'il existe de l'argent. Dans notre monde d'aujourd'hui, ce qui crée l'argent c'est l'emploi. Si le député voulait bien écouter, il constaterait peut-être qu'une certaine sagesse se dégage de mes propos.

M. Rondeau: J'écoute.

M. Osler: Ce sont les affaires qui créent de l'emploi. Les affaires qui constituent l'assiette de l'impôt dans notre pays et fournissent des fonds pour le bien-être sont incapables à l'heure actuelle de prendre toute l'expansion qu'elles souhaiteraient. Par exemple, quelqu'un m'a téléphoné l'autre jour pour me demander s'il était possible de savoir quand la politique gouvernementale de cherté de l'argent prendrait fin. Cet entrepreneur avait trois ou quatre très bons contrats pour des travaux fort utiles, selon lui. Il était à court d'argent et il craignait de devoir abandon-